

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 Chambéry

Chambéry, le 26/09/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SAVOIE DECHETS**

336 RUE DE CHANTABORD  
USINE D'INCINERATION DE CHAMBERY  
73024 CHAMBERY CEDEX  
73000 Chambéry

Références : 20240924-RAP-Inspection-SavoieDechets-UVETDv2.docx  
Code AIOT : 0006104358

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2024 dans l'établissement SAVOIE DECHETS implanté 336 RUE DE CHANTABORD USINE D'INCINERATION DE CHAMBERY 73024 CHAMBERY CEDEX 73000 Chambéry. L'inspection a été annoncée le 23/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'exploitant a informé l'inspection de l'entreposage de déchets d'ordures ménagères, par courriel du vendredi 20 septembre. La présente visite d'inspection a permis de contrôler les modalités d'entreposage de ces déchets dans les alvéoles extérieures.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAVOIE DECHETS
- 336 RUE DE CHANTABORD USINE D'INCINERATION DE CHAMBERY 73024 CHAMBERY CEDEX 73000 Chambéry
- Code AIOT : 0006104358
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le syndicat mixte Savoie Déchets exploite à Chambéry une usine d'incinération d'ordures ménagères et de déchets d'activités de soins à risque infectieux, avec valorisation énergétique, sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 19 mars 2024, déclinant les principales dispositions de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 (BREF WI – IED).

Cette installation comporte également une plateforme de préparation et de maturation des

mâchefers.

### Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Odeur

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Entreposage de déchets dans les alvéoles	Arrêté Préfectoral du 19/03/2024, article 3-1.3.4.1	Mise en demeure, respect de prescription	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Entreposage de déchets dans les alvéoles	Arrêté Préfectoral du 19/03/2024, article 3-1.3.4.5	Sans objet
3	Entreposage de déchets dans les alvéoles	Arrêté Préfectoral du 19/03/2024, article 3-1.3.4.11	Sans objet
4	Entreposage de déchets dans les alvéoles	Arrêté Préfectoral du 19/03/2024, article 3-1.3.4.14	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater les modalités de stockage des déchets d'ordures ménagères dans les alvéoles extérieures. A ce titre, l'exploitant a démontré sa conformité sur une partie des prescriptions relatives à l'entreposage en alvéoles, mais il subsiste un écart important avec l'arrêté préfectoral, écart susceptible d'occasionner des nuisances pour l'environnement, qu'il convient de ce fait de régler dans les plus brefs délais. L'exploitant n'est pas autorisé à entreposer les déchets d'ordures ménagères dans les alvéoles sous forme de vrac, le seul moyen d'entreposage aujourd'hui autorisé est l'entreposage sous forme de balle. En ce sens, il est proposé au préfet de Savoie de mettre en demeure l'exploitant de conduire les actions suivantes :

#### **Sous un délai n'excédant pas 7 jours :**

- **Mettre en balle ou évacuer la totalité des déchets d'ordures ménagères entreposés dans l'alvéole n°5.**

Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant sous un délai n'excédant pas 3 mois :

- **D'indiquer s'il est prévu d'entreposer à l'avenir des déchets d'ordures ménagères dans l'une des alvéoles extérieures et le cas échéant justifier d'une solution de mise en balle des déchets d'ordures ménagères, dans le cas de l'entreposage dans les alvéoles extérieures.**  
L'exploitant indiquera également le temps nécessaire au déploiement du moyen de mise en balle notamment dans le cas de nécessiter d'entreposer dans l'une des alvéoles extérieures suite à une avarie technique.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Entreposage de déchets dans les alvéoles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2024, article 3-1.3.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en balle des ordures ménagères entreposées en alvéoles
<b>Prescription contrôlée :</b> Les ordures ménagères seront entreposées en balles dans l'alvéole n°3 ou l'alvéole n°5 Le volume maximal d'entreposage par alvéole est de 3 000 m <sup>3</sup> pour une masse de 1000 tonnes. La durée maximale d'entreposage d'un lot d'ordures ménagères dans les alvéoles est de 7 semaines.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la présence de déchets d'ordures ménagères dans l'alvéole externe n°5 sous forme de vrac, à une quantité de l'ordre de 800 tonnes.
<b>Synoptique des événements</b> Depuis le 19 août 2024 l'arrêt technique de la ligne n°1 (prévu dans le cadre de la maintenance de l'UVETD) a commencé. Cet arrêt programmé aura duré 5 semaines, jusqu'au mardi 17 septembre. Les travaux de maintenance nécessitant un temps de séchage du béton, la ligne n°1 a pu recevoir à nouveau des déchets à partir du jeudi 19 septembre (après un temps de séchage de l'ordre de 30 heures). Toutefois, au cours de cette période d'arrêt technique de la ligne n°1, une avarie sur la ligne n°3 a

conduit à son arrêt pour une durée de 7 jours. Ce dysfonctionnement est dû à l'explosion d'une bouteille de protoxyde d'azote (N<sub>2</sub>O) dans le four. Cette explosion a causé un trou dans la grille qui retenait les déchets (voir photo en annexe du présent rapport). Lors des travaux de réparations, il a également été constaté la présence de dégâts au niveau des briques réfractaires du four ; ces réparations ont aussi été effectuées à ce moment.

Au jeudi 19 septembre, les trois lignes fonctionnaient à nouveau à leur régime nominal.

#### Entreposage en alvéole

Depuis le début de l'arrêt technique, l'exploitant détourne en amont, au niveau des quais de transfert, une partie des déchets, vers d'autres usines d'incinération. Au moment de l'avarie, l'exploitant explique avoir de nouveau contacté plusieurs installations d'incinération à proximité afin d'accroître les détournements, constatant également la hausse du niveau de la fosse. Plusieurs installations d'incinération et l'ISDND de Chatuzange ont signifié à l'exploitant leur impossibilité de recevoir plus de déchets. En synthèse, l'exploitant a déroulé, partiellement, la procédure d'interdépannage.

L'augmentation significative de la quantité de déchets stockés dans la fosse a entraîné :

- des débordements de déchets en dehors de la fosse, sur la dalle ;
- des difficultés d'accès à la fosse pour les BOM (bennes à ordures ménagères), avec une seule trémie d'accès encore disponible pour les BOM.

Les dépôts en vrac dans l'alvéole extérieure ont été effectués du lundi 16 septembre vers 8 heures du matin jusqu'au mardi 17 septembre vers 17 heures. L'exploitant tient un registre couplé à un logiciel de pesée permettant d'estimer assez précisément la quantité d'ordures ménagères entreposées dans l'alvéole, soit une masse de 781 tonnes. Ce mode de stockage n'est pas autorisé par l'arrêté préfectoral et il est de nature à accroître le risque d'incendie, les nuisances olfactives et sanitaires. Pour rappel, l'article 3-1.3.4.1 de l'arrêté préfectoral susmentionné autorise l'entreposage d'ordures ménagères dans l'alvéole n°3 ou n°5 uniquement sous forme de balles.

Par comparaison, la quantité d'ordures ménagères entreposées correspond au préjudice causé par l'avarie de la ligne n°3, qui incinère à un régime de 5 tonnes par heure.

5 tonnes/heure x 24 heures x 7 jours = 840 tonnes.

#### Information à la DREAL

L'exploitant a contacté par téléphone la DREAL le jeudi 19 septembre, soit 72 heures après le début du remplissage de l'alvéole, afin de l'informer de la situation, en particulier sur la nature, la quantité et la modalité d'entreposage des ordures ménagères dans l'alvéole. Un courriel du 20 septembre a été transmis par l'exploitant afin de résumer la situation.

#### Modalités d'entreposage

L'exploitant n'a pas, au jour de l'inspection, engagé les démarches nécessaires afin de mettre en balle les déchets d'ordures ménagères en cas d'entreposage dans les alvéoles extérieures. De ce fait, les ordures ménagères sont stockées en vrac dans l'alvéole n°5.

#### Déstockage des déchets de l'alvéole

L'exploitant a commandé un camion benne lui permettant de charger environ 7 tonnes d'OM. Ce camion pourra entreprendre le déstockage de l'alvéole dès le jeudi 26 septembre.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Nous proposons à monsieur le préfet de Savoie de mettre en demeure l'exploitant de conduire les actions suivantes :

##### Sous un délai n'excédant pas 7 jours :

- Mettre en balle ou évacuer la totalité des déchets d'ordures ménagères entreposés dans l'alvéole n°5.

Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant sous un délai n'excédant pas 3 mois :

- d'indiquer s'il est prévu d'entreposer à l'avenir des déchets d'ordures ménagères dans l'une des alvéoles extérieures et le cas échéant justifier d'une solution de mise en balle des déchets d'ordures ménagères, dans le cas de l'entreposage dans les alvéoles extérieures. L'exploitant indiquera également le temps nécessaire au déploiement du moyen de mise en balle notamment dans le cas de nécessiter d'entreposer dans l'une des alvéoles extérieures suite à une avarie technique.

Enfin, l'inspection rappelle à l'exploitant qu'il convient de l'informer dans les plus brefs délais lors d'incident conduisant à être en non-conformité avec des prescriptions réglementaires.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Mise en demeure, déchets

**Proposition de délais :** 7 jours, 3 mois

#### N° 2 : Entreposage de déchets dans les alvéoles

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/03/2024, article 3-1.3.4.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Modalités d'entreposage

**Prescription contrôlée :**

La hauteur maximale de stockage des déchets dans une alvéole ne peut excéder les 6 mètres. Par ailleurs et en tout temps, une hauteur de 1 mètre doit être tenue entre le point le plus haut du stockage et le haut de la paroi latérale d'une alvéole de mâchefers.

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que les déchets entreposés dans l'alvéole ne dépassaient une hauteur de 6 mètres et qu'une hauteur de 1 mètre était tenue entre le point le plus haut du stockage et le haut de la paroi latérale de l'alvéole.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 3 : Entreposage de déchets dans les alvéoles

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/03/2024, article 3-1.3.4.11

**Thème(s) :** Risques accidentels, Disponibilité engin manutention

**Prescription contrôlée :**

Un engin de manutention sera tenu à la disposition des services de secours afin de permettre à ces derniers, en cas d'incendie, d'intervenir sur le stock de balles afin de limiter la progression du feu.

**Constats :**

L'exploitant a indiqué lors de la visite qu'un engin de manutention était à disposition à proximité de l'alvéole en permanence.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Entreposage de déchets dans les alvéoles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2024, article 3-1.3.4.14
<b>Thème(s) :</b> Autre, Traçabilité d'une campagne d'entreposage
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour chaque campagne d'entreposage dans les alvéoles, il sera consigné dans un ou plusieurs registres tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée de trois ans : <ul style="list-style-type: none"><li>• la masse de déchets et/ou le nombre de balles fabriquées, entreposé sur le site, incinérées et, le cas échéant le volume des déchets acheminés dans une autre installation, ainsi que les tonnages estimatifs correspondants,</li><li>• tout incident ou anomalie survenant lors de la mise en balles des déchets, de leur entreposage ou de leur manutention.</li></ul> La traçabilité d'une campagne d'entreposage devra être tenue par l'exploitant afin d'être en capacité de justifier à l'inspection des installations classées du respect des durées d'entreposage.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a pu justifier que le lot de déchets d'ordures ménagères actuellement entreposé dans l'alvéole n°5 faisait l'objet d'une traçabilité indiquant : <ul style="list-style-type: none"><li>• masse de déchets présente ;</li><li>• date d'entreposage.</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il conviendra, lors du déstockage de l'alvéole, d'indiquer dans ce même registre ; <ul style="list-style-type: none"><li>• Date de stockage</li><li>• Quantité déstockée ;</li><li>• Destination des déchets déstockés.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



Annexe  
Planche photographique  
Caractère non confidentielle



*Trou occasionné par l'explosion d'une bouteille de protoxyde d'azote dans le four. Les déchets imbrûlés tombaient alors dans le trou créé.*



*Bouteilles de protoxyde d'azote retrouvées dans le flux de déchets occasionnant des explosions dans le four.*